

Le prolétaire

bimensuel

parti communiste international (programme communiste)

Ce qui distingue notre Parti : La revendication de la ligne qui va du « Manifeste communiste » à la révolution d'Octobre et à la fondation de l'Internationale communiste ; la lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaire, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

Correspondance :
20, rue Jean-Bouton - 75012 Paris
B.P. 266 - 13211 Marseille Cédex 1
Versements :
Chèque bancaire ou
C.C.P. 2.202-22 Marseille

Abonnements :
1 an : 20 F (200 FB)
6 mois : 10 F (100 FB)
pli fermé : 32 F et 16 F
« programme communiste »
1 an : 20 F (200 FB)

12^e ANNEE - N° 178
LE NUMERO : 1 F
29 juil. au 8 sept. 1974

AOÛT 1914 : LA FAILLITE DE LA II^e INTERNATIONALE

Leçons toujours actuelles d'une terrible catastrophe

« Patrie en danger, défense nationale, guerre pour la civilisation et la liberté », tels sont les cris qui accompagnèrent le 4 août 1914 la capitulation de la II^e Internationale devant les exigences guerrières des bourgeois

sies d'Europe. Dans les pays belligérants, à de glorieuses exceptions près — le parti serbe et les bolchéviks en Russie —, les partis socialistes votaient les crédits de la guerre impérialiste.

Pourtant, Guesde ne clamait-il pas depuis des années sa conviction que la prochaine guerre européenne serait une « guerre impérialiste, dynastique et spoliatrice » ? Kautsky lui-même n'avait-il pas dit que s'ouvrirait « l'ère des guerres et des révolutions » ? Des millions de prolétaires n'avaient-ils pas été éduqués dans l'idée qu'avec la guerre approchait, comme le disait avant de mourir le vieux Bebel, « le crépuscule des dieux du monde bourgeois » ?

Deux ans auparavant, à Bâle, le congrès de l'Internationale socialiste, loin d'appeler à « défendre la patrie », n'avait-il pas invité à profiter de la guerre pour « hâter le krach du capitalisme » et à suivre l'exemple de la Commune de 1871 et de la révolution de 1905 ?

Il a suffi que sonnent les trompettes de l'appel aux armes, que tonne le premier coup de canon de la curée générale, de la chasse aux marchés, aux matières premières, aux territoires, aux esclaves coloniaux et aux bases stratégiques des autres, bref du repartage de l'Europe et du monde pour que, comme un seul homme, des partis entiers courent aux remparts de l'« Union sacrée ». Ils laissaient sans organisation et sans direction des prolétaires paralysés et condamnés à être appelés un par un à la caserne et à la tranchée, livrant ainsi le prolétariat sans défense à la bourgeoisie et à la discrétion des états-majors ; bien plus, en collaborant avec le gouvernement, de l'extérieur comme en Allemagne, ou en y participant comme en France, ils s'efforçaient d'étouffer les réactions contre le despotisme militaire sur le front et dans les usines, et contre la bestialité de la boucherie impérialiste. Dans cette précipitation, c'est tout juste s'ils prirent le temps d'inventer en toute hâte les sordides justifications de la « faiblesse du mouvement ouvrier », de l'impossibilité de la « simultanéité de la réponse prolétarienne » pour s'op-

poser à la guerre, de la défense des conquêtes ouvrières, de « l'impossibilité de la lutte de classe en temps de guerre ».

Ce qui fut en 1914 la trahison complète des chefs officiels de l'Internationale, dont aucun socialiste « ne pouvait imaginer quelque chose d'approchant », nous devons malheureusement le connaître encore une fois avec le stalinisme et la participation à la seconde boucherie impérialiste. Pourtant la nouvelle Internationale était née après la guerre de la coordination des énergies révolutionnaires de la II^e Internationale défunte, de la centralisation des énergies qui, face à l'odieuse banqueroute du 4 août, ont convergé vers la révolution, avec des positions « défaitistes » et de rupture avec le social-chauvinisme, sur la lancée de Zimmerwald et de Kienthal ; elle s'était constituée sur la base d'un marxisme « non avili », entièrement restauré par Lénine et les bolchéviks. Mais elle aussi a fini par succomber sous les coups de l'adversaire, malgré le combat acharné d'oppositions qui ont tenté de la maintenir sur des positions internationalistes, mais qui furent cruellement battues, puis écrasées. Et cette troisième vague opportuniste, la vague stalinienne, a accusé les caractéristiques des deux premières, celle de Bernstein et celle de 1914, en les aggravant considérablement.

Aussi serait-il catastrophique d'oublier aujourd'hui, dans la lutte contre l'opportunisme stalinien, les leçons que les marxistes révolutionnaires, et en premier lieu Lénine et les bolchéviks, tirèrent de la lutte contre la social-démocratie.

La question à laquelle il faut répondre pour comprendre la volte-face de 1914 est la suivante : « comment les représentants les plus en vue de la II^e Internationale ont pu trahir le socialisme ? » (*). Bien sûr, pas

plus aujourd'hui qu'hier, notre leçon ne saurait être celle du fatalisme anarchisant, qui, au fond, a toujours prêté dans sa poche la « leçon » selon laquelle un parti — puisque parti — doit dégénérer et trahir ; et de mé-

DANS CE NUMÉRO

— Pour le socialisme révolutionnaire et contre les dégénérescences (texte de la Gauche de décembre 1914)

— Flashs sur la situation italienne

me qu'hier il invitait à renier tout de la II^e Internationale, — qui produisit aussi des Lénine, des Trotsky, des Liebknecht et des Luxembourg — il invite aujourd'hui à renier tout de la III^e

(Suite page 2)

La curée sur Chypre

Que se passe-t-il ? Au crédit de quelle catégorie historique pouvons-nous affecter les morts « inutiles » du coup de main qui a fait tomber Makarios, et de l'intervention turque qui s'en est suivie ?

Nationalisme, impérialisme, telles sont les « causes profondes » : les différends entre la Grèce et la Turquie récemment aiguës par la querelle dans la mer Egée au sujet des gisements de pétrole, la nécessité pour la Grèce d'une entreprise « héroïque » pour faire « diversion » aux difficultés internes, l'équilibre instable de l'influence des grandes puissances dans une région de contrôle et de confrontations fréquentes. Les facteurs qui ont conduit à la situation présente sont certainement très nombreux et laissent une place aux facteurs de type ethnique et national, mais qui ne verraient qu'ils ne sont qu'une partie d'un ensemble bien plus vaste, un ensemble qui a pour nom contrôle sur la Méditerranée de l'impérialisme américain et de ses « alliés », contre-offensive russe pour une modification en sa faveur des rapports actuels ? Telles sont les forces qui orchestrent les affrontements, même dans le cadre de l'alliance atlantique, comme c'est le cas de la Grèce et de la Turquie. Du reste, seule l'outrecuidance des vainqueurs du deuxième conflit impérialiste pouvait prétendre avoir donné un équilibre idéal et durable au monde et avoir éliminé au moins les antagonismes internes aux deux blocs, et ce, aussi bien du côté de Staline que de celui du « monde libre ». Mais l'histoire est une continuelle redistribution des cartes à l'insu des joueurs.

Il n'est pas difficile de voir l'importance stratégique de Chypre qui a été comparée à un « gigantesque porte-avions en Méditerranée orientale » et dont la disparition désorganiserait le dispositif de l'alliance atlantique dans cette région. Quelques faits suffisent à éclairer cette situation. Après 1960, les Anglais, bien qu'ayant donné son « indépendance » à l'île, ont installé deux bases militaires, à Dikheia et Akrotiri, bases qui sont à la disposition de l'OTAN et constituent un relais sur la route de l'Extrême-Orient. Selon Le Monde du 17 juillet, d'où proviennent tous ces renseignements, les Britanniques y entretiennent 8.000 hommes ; et outre l'armée de terre avec des régiments d'infanterie et d'artillerie, stationnent sur l'île « deux escadrons de bombardiers Vulcan qui peuvent emporter des charges nucléaires, un escadron d'intercepteurs Lightning, et un escadron d'avions de transport Hercules ». D'autre part, au cap Gata, sont cantonnées des unités de défense anti-aérienne avec des missiles sol-air aux côtés d'une unité spécialisée dans les transmissions à longue portée. Enfin, « les Britanniques disposent sur le Mont Olympe d'un radar géant qui leur permet de couvrir une part du ciel du proche-Orient. Avec leurs

(suite page 2)

Les vicissitudes de la « décolonisation » portugaise

Le cours de la « glorieuse révolution » du 25 avril atteint maintenant son troisième mois, ce qui n'empêche nullement qu'en Afrique l'impérialisme portugais continue ses exactions, ses ravages et ses carnages. Le FRELIMO ne s'y trompe pas lorsqu'il affirme :

« L'idée suivant laquelle la liquidation du fascisme au Portugal équivalait à la liquidation du colonialisme se révèle fautive. Au contraire, il y a des forces très actives au Portugal pour lesquelles la chute du fascisme était une condition pour une plus grande flexibilité, une plus large marge de manœuvre, afin de rompre l'isolement du pays et simplement modifier le système colonial... l'entité qui gouverne le Portugal est aujourd'hui une entité coloniale ». (Le Monde des 14-15 juillet.)

C'est ainsi que, en Angola, une grève et une manifestation de protestation contre les pogromes des « pieds noirs » se sont heurtées à la réaction de la police qui a fait 35 morts et 123 blessés parmi les africains, d'après O Seculo du 18

juillet. Selon le Figaro du 16 juillet « les heurts les plus violents auraient eu lieu au moment où de nombreux Noirs se sont infiltrés dans les rangs des militaires africains de l'armée portugaise qui, sans armes, se dirigeaient vers le commandement en chef des forces armées pour demander une protection plus grande pour la population africaine ». Ces événements seraient évidemment dus, selon la fable démocratique, à des provocations réactionnaires d'éléments « agissant à l'instigation de milieux décidés à empêcher la décolonisation de ce territoire » (L'Humanité du 17 juillet), ce qui permet de justifier l'action policière et de tenter de dédouaner la « démocratie », comme si l'oppression ne se perpétuait pas sous ses auspices.

Certains événements récents inquiètent la bourgeoisie. Une Guinée Bissau, les autorités civiles et militaires renouvellent depuis le début du mois les démarches pour « une reconnaissance rapide du territoire », et la manœuvre consistant à séparer les règlements de la Guinée Bissau et du Cap Vert, où existe une base de l'OTAN, n'aura sans doute pas été inutile. « Le temps presse », disent ces gens. Et il y a une raison à tout cela : « La fraternisation entre unités portugaises et militaires du PAIGC se développe rapidement. » dit Le

Monde du 16 juillet. Au Mozambique, le FRELIMO fait une avance militaire dans de nouvelles régions, gagne, semble-t-il, en influence dans les villes, tandis que L'Humanité du 13 juillet signalait que « plusieurs unités stationnées en trois régions du Mozambique avaient refusé de continuer à combattre les forces du FRELIMO ». Les délégués de ces soldats disent : « Les hommes veulent rentrer chez eux ! »

Nul doute que l'attitude de ces soldats, qui mérite d'être saluée, ne pousse la bourgeoisie portugaise à chercher une « plus grande flexibilité » encore. Et si Spínola et la junte en manquent un peu, le Mouvement des Forces Armées, lui, en a déjà acquis une très grande. Le Figaro du 16 juillet en donne un exemple sur le ton de l'ironie, mais qui résume bien sa fonction : « Les membres du MFA ont choisi le dialogue avec les troupes. Ils font respecter la discipline en allant chanter avec eux un air de fado ». Et bien sûr celui qui croirait que ces braves capitaines veulent brader l'armée et les colonies. Dans une interview à France Nouvelle du 11-6, le major Antunes vantait ainsi l'armée coloniale : « Les militaires portugais n'ont jamais fait la guerre avec haine. Un fait curieux : c'est à

(suite p. 3)

PROGRAMME COMMUNISTE N° 63

Au sommaire :

- Trajectoire du travaillisme.
- Leçons des contre-révolutions.
- La « pensée de Mao », expression de la révolution démocratique bourgeoise en Chine et de la contre-révolution anti-prolétarienne mondiale (deuxième partie).
- Les « réformes agraires » des jeunes bourgeoisies ex-coloniales dans le miroir de la « révolution » tunisienne.
- Inflation, profits et salaires.

Le numéro : 5 F. Commandes au « Prolétaire ».

A NOS LECTEURS

Le prochain numéro du « Prolétaire » (n° 179) paraîtra le lundi 9 septembre.

AU GUATEMALA

Dans les bagnes de l'United Fruit

Les massacres qui ont couronné au Guatemala l'élection d'un nouveau président mettent en lumière la situation d'un pays dans lequel l'impérialisme — représenté essentiellement par la firme américaine United Fruit Company, monopolisatrice des ressources agricoles de cette république — loin de promouvoir le développement économique et social, a fossilisé une économie d'un type précapitaliste séculaire, en se greffant sur elle pour exploiter au maximum une main-d'œuvre en demi-servage.

Dans un article paru dans un journal « d'information » on faisait il y a quelque temps du Guatemala la description suivante. Quatre siècles après la conquête espagnole, un siècle et demi après l'indépendance, la situation actuelle des indigènes, les Indiens, soumis à un patron bien plus avide, l'impérialisme, n'est pas moins dramatique et terrible qu'alors. Ils sont « depuis des siècles sans terres, contraints d'arracher leur subsistance quotidienne à des lambeaux de terre volcanique, à des parcelles de pentes abruptes dans les froides terres de l'Altiplano. Les vallées très fertiles du centre du Guatemala au merveilleux climat printanier, les terres tropicales de l'Est, appartiennent aux grands « terratenientes », aux propriétaires terriens d'ascendance latine (c'est-à-dire des conquistadores) ou aux grandes sociétés nord-américaines. Les lambeaux de terres de l'Altiplano, appelés « minifundios », produisent uniquement du maïs, et en quantité insuffisante : c'est une agriculture de subsistance... La différence réside dans le fait qu'à l'arrivée des conquistadores les descendants des Mayas disposaient de toute la terre qu'ils voulaient (propriété collective). Aujourd'hui la miniculture des minifundios équivaut à la faim et à l'augmentation en progression géométrique de cette faim ». Il suffit de quelques chiffres pour rendre claire cette situation : un peu plus de 200 entreprises agricoles disposent de 1,5 millions d'ha alors que 90.000 « minifundios » s'étendent sur 45.000 ha...

Les principales cultures sont le café, le coton, la banane ; ces plantations requièrent des milliers de travailleurs qui sont recrutés dans l'Altiplano. Pour une journée de travail exténuant sous le soleil, dans les étendues de plantations, empoisonnés par les insecticides déversés continuellement par avion, avec quelques « tortillitas » (omelettes) et un peu de haricots noirs pour tout repas, les Indiens sont payés de 1 à 3 francs par jour. Une livre de farine coûte 1 franc. « C'est la réalité d'une exploitation totale et impitoyable » commente le journaliste bourgeois, qui ajoute : « La base de la structure sociale de ce pays est l'exploitation totale et impitoyable des Indiens (...) qui constituent le réservoir de main-d'œuvre des entreprises agricoles, main-d'œuvre sans droits, sujette au seul arbitraire et à l'exploitation la plus avide ».

Dans les statistiques de la production du Guatemala le coton occupe une place importante, et sa valeur contribue à accroître le Produit National Brut. Mais à qui cela profite-t-il ? On le trouve facilement si on sait que les plantations de coton au Guatemala

n'existent que depuis 25 ans, c'est-à-dire depuis que les Etats-Unis ont réduit leur production nationale de coton et ont encouragé ce type de culture en Amérique latine pour leur propre marché et pour le marché international. A cet effet ils ont eu recours à un impitoyable déboisement pour faire place aux étendues de coton, aux élevages de bétail, à l'urbanisation. Les grosses têtes de la statistique sont allées jusqu'à calculer qu'en 1940 les arbres du Guatemala libéraient dans l'atmosphère environ 300 millions de mètres cubes d'eau, alors qu'en 1973 cette quantité est réduite au tiers, 100 millions de mètres cubes. Une des conséquences les plus immédiates fut un changement radical du climat et l'appauvrissement des sols.

Les conditions de travail de la main-d'œuvre sont parmi les pires du monde. Des milliers de manœuvres indiens, amenés dans les plantations de coton avec leurs familles depuis leurs lointains villages, travaillent sous un soleil aveuglant, dans un enfer de poussière et d'insecticides. Le salaire d'un manœuvre peut atteindre, comme nous l'avons dit, 3 francs par jour, mais seulement s'il réussit à récolter un quintal de coton. Pendant la période de la récolte, qui dure de cinq à dix semaines, ils dorment sur de longs planchages abrités

par une toiture et montés sur pilotis qu'on appelle « galeras », terme qui conserve toute son antique signification. « Il y a un détail : s'ils ne restent pas au moins trente jours, il ne leur est versé aucun salaire ». Beaucoup dans ces conditions tombent malades, et les 100 à 130 francs mis de côté sont dépensés en médicaments ; beaucoup ne reviennent pas l'année suivante ; mais tant que les Indiens devront arracher leur subsistance aux minuscules parcelles de sol volcanique de l'Altiplano, il y aura toujours là un immense réservoir de main-d'œuvre à bon marché pour les planteurs de coton nord-américains et sud-américains ; il y aura toujours les 200.000 paires de bras nécessaires pour la récolte qui se déplacera avec leur famille, arrivant ainsi à un total d'un million de personnes, un cinquième de la population totale, travaillant pour 3 francs par jour.

La position de l'United Fruit Company (productrice des bananes « Chiquita ») est particulière : véritable Etat dans l'Etat, elle a sur le Guatemala et sur ses décisions un pouvoir déterminant ; en fait, quand en 1954 on voulut tenter une très timide réforme agraire en distribuant aux Indiens seulement les terres incultes (85.000 ha en

(Suite page 4)

(suite de la page 1)

Internationale ; tout c'est-à-dire ce qui faisait qu'elle était le parti combattant, l'organisation de lutte du prolétariat mondial et non une académie déclamant sur le communisme.

Lénine a expliqué cette trahison et a asséné les réponses du marxisme un nombre incalculable de fois ; nous sommes obligés de les rabâcher aussi, car la restauration du marxisme et la reconstitution de l'organisation du parti sont beaucoup plus longues et se font dans des conditions bien plus difficiles et défavorables qu'à l'époque.

D'où vient le social-chauvinisme dont Lénine s'est acharné à démonter l'une après l'autre toutes les justifications théoriques et toutes les prétentions au marxisme, surtout dans ses expressions les plus complètes et les plus dangereuses, comme celle de Kautsky ? « Il est tout à fait évident que le contenu idéologique et politique essentiel du social-chauvinisme concorde entièrement avec les principes de l'opportunisme. C'est un seul et même courant. L'opportunisme, placé dans le cadre de la guerre de 1914-1915, engendre le social-chauvinisme. Le principal dans l'opportunisme, c'est l'idée de la collaboration des classes. La guerre pousse cette idée à son terme (...) L'opportunisme a été engendré pendant des dizaines d'années par les particularités de l'époque du développement du capitalisme où l'existence pacifique et aisée d'une couche d'ouvriers privilégiés les « embourgeoisait » (...). Sauvegarder et consolider leur situation privilégiée de « couche supérieure », de petite bourgeoisie ou d'aristocratie (et de bureaucratie) de la classe ouvrière, tel est le prolongement naturel en temps de guerre des espoirs opportunistes petits-bourgeois et de la tactique correspondante, telle est la base économique du social-impérialisme d'aujourd'hui ». Tout ceci n'est-il pas encore vrai aujourd'hui, alors que le stalinisme a partout collaboré à reconstruire

l'économie et l'Etat, quand ce n'est pas, comme dans la « France éternelle », l'empire colonial ; bref qu'il constitue un des piliers de l'ordre capitaliste international ?

Quant aux courants qui prétendent aujourd'hui lutter contre l'opportunisme, mais ont en réalité pour principe « la défense nationale », y compris dans les pays impérialistes, leurs déclarations tonitruantes ne peuvent cacher leur abandon du marxisme. L'histoire a déjà montré que l'on ne peut lutter contre la bourgeoisie en temps de « paix » si on lui promet la collaboration en temps de guerre !

*

La deuxième question à laquelle répond Lénine est la suivante : Qu'est-ce qui donne leur force aux opportunistes et aux chauvins ? « C'est leur alliance avec la bourgeoisie, les gouvernements et les états-majors généraux. C'est ce qu'on oublie trop souvent chez nous en Russie [et à plus forte raison partout ailleurs et encore plus aujourd'hui] où l'on considère que les opportunistes sont une portion des partis socialistes (...). En réalité, l'affiliation formelle des opportunistes aux partis ouvriers ne les empêche nullement d'être — objectivement — un détachement politique de la bourgeoisie, d'être le canal par lequel elle exerce son influence, d'être ses agents au sein du mouvement ouvrier ».

De tout cela découle la réponse à la question « comment combattre le social-chauvinisme » ?

« On ne saurait tolérer l'existence d'un pareil courant au sein des partis ouvriers social-démocrates. »

Et Lénine de tonner contre ceux qui « aveuglent les masses ouvrières, dirigées aujourd'hui précisément par les social-patriotes officiels » — c'est toujours et encore plus vrai en 1974 — en leur inculquant « l'idée incontestablement erronée et nuisible suivant laquelle les partis social-démocrates d'aujourd'hui et leur organismes di-

La curée sur Chypre

(suite de la page 1)

avons, dont beaucoup sont dotés de moyens électroniques de reconnaissance lointaine, les Britanniques ont à Chypre la possibilité de contrôler le détroit des Dardanelles et le canal de Suez ainsi que le Golfe Persique et le sud de l'Union Soviétique ».

On peut ajouter que les bases de l'île servent d'appui aux forces américaines qui se trouvent dans la région et la collaboration entre la Grande-Bretagne et les Etats-Unis permet à ces derniers, « grâce à un centre d'écoutes électroniques et d'observation à longue distance, de surveiller les déplacements de la flotte soviétique en Méditerranée ».

Etant donnée l'importance stratégique et militaire de l'île, on conçoit le grand intérêt que porte l'OTAN à ce que Chypre soit plus sûre bien qu'elle soit déjà une alliée « exemplaire » selon l'expression d'un général américain. Tandis que « l'indépendance » de Chypre s'exprimait dans la récente politique de Makarios, par un rapprochement avec la Russie et la Chine avec l'appui du parti « communiste » de l'île et tandis que s'apaisait le conflit ethnique, la Grèce et la Turquie se lançaient dans une course aux achats d'armes aux Etats-Unis et à la France, cette dernière ayant fourni récemment quarante Mirage F-1.

C'est ainsi qu'une dépendance plus marquée par rapport à la Grèce ou à la Turquie apparaissait toujours plus sûre qu'une « indépendance » accordant des faveurs militaires à l'Angleterre et par son intermédiaire à l'OTAN, mais se prenant un peu trop au sérieux.

L'Enosis, cet Anschluss grec, a certainement favorisé les événements : le fait est qu'après l'ultimatum de Makarios qui, ayant découvert les préparatifs du complot des généraux grecs, exigeait le rappel de 600 officiers grecs qui se trouvaient à la tête de « ses » forces armées dans leur pays d'origine, aucune force, « supranationale » ou non (les 2.300 hommes de l'ONU, les troupes anglaises et la fameuse VI^e flotte), n'a bougé pour la sauvegarde de la soi-disant indépendance chypriote.

Que la Turquie pour sa part n'ait pas vu d'un bon œil le développement des événements, au point d'envoyer des troupes, est parfaitement compréhensible, de même que son rapprochement de la Russie. Ce sont des accidents qui arrivent dans les meilleures alliances et qui montrent que le choix fait par l'Amérique n'était pas irraisonné.

Maintenant le terrain est libre pour les grandes manœuvres diplomatiques d'où résultera le fouillis d'indépendances toujours plus dépendantes et de stricts contrôles militaires et diplomatiques dans l'intérêt de la « paix ».

Celle-ci sera peut-être garantie encore pour quelque temps, jusqu'à la prochaine fois.

Leçons toujours actuelles

(suite de la page 1)

riges actuels sont capables de changer d'orientation et d'abandonner la fausse pour adopter la bonne. Ce n'est pas vrai. C'est là une erreur des plus profondes et des plus pernicieuses [qui devait être une des caractéristiques des courants centristes]. Les social-démocrates actuels et leurs directions sont incapables de modifier sérieusement leur orientation. » (La lutte contre le social-chauvinisme, t. 21.)

Une autre vérité sur laquelle insiste Lénine, et sur laquelle « tout le monde ne médite pas suffisamment », est la suivante : « L'opportunisme est le fruit de la légalité. Les partis ouvriers de l'époque 1889-1914 devaient utiliser la légalité bourgeoise. Quand la crise éclata, il fallait passer à l'action illégale (or, il est impossible d'effectuer ce passage autrement qu'avec l'énergie et la résolution les plus grandes, combinées à toute une série de ruses de guerre). Pour empêcher cette transition, il suffit d'un seul Südekum [c'est-à-dire d'un seul opportuniste et social-chauvin]... car Südekum a toujours livré et livrera toujours à la bourgeoisie tous les plans de guerre de son ennemi de classe ».

En effet, de la même manière que l'opportunisme au tournant de 1914 s'est transformé en social-impérialisme, le respect de la légalité s'est transformé en légalité à tout prix, le social-démocratie est devenu le légalisme même. Et comme la trahison de l'opportunisme n'est pas un phénomène individuel, mais social, « on ne saurait effacer le passé ; on ne peut rayer ni de la conscience des ouvriers, ni de l'expérience de la bourgeoisie, ni des acquisitions politiques de notre époque en général, le fait que les opportunistes se sont révélés, au moment de la crise, le noyau d'éléments qui, au sein des partis ouvriers, sont passés du côté de la bourgeoisie ». Et cette expérience est tellement enracinée que même les Guesde et les Jouhaux pâleraient devant le comportement de leurs héritiers modernes et devant la servilité empressée avec

laquelle ils prêchent la légalité — qu'ils savent néanmoins enfreindre, comme l'histoire l'a démontré, pour sauver... l'ordre bourgeois.

« On peut et l'on doit avancer sans crainte, poursuit Lénine, en passant le stade préparatoire légal, des organisations de la classe ouvrière prisonnières de l'opportunisme, à des organisations révolutionnaires du prolétariat qui sachent ne pas se borner à la légalité. »

Les années qui ont suivi la première guerre mondiale ont malheureusement confirmé le rôle criminel, non seulement de la droite social-démocrate allant, au nom de la légalité, jusqu'à la répression ouverte des poussées révolutionnaires du prolétariat comme en Allemagne (et le stalinisme n'est pas exempt de ce reproche) mais également des partis centristes, qui ont paralysé et annihilé les efforts du prolétariat par respect du légalisme et par souci de ne pas se couper de la droite. Bien plus, les mauvaises habitudes prises dans le travail légal, le peu de cas fait des nécessités du travail illégal, sinon la superstition légaliste, ont été une des maladies dont les partis européens de l'Internationale Communiste n'ont pu se défaire, une maladie qui a eu de désastreuses conséquences et qui trouve sa source dans la corruption démocratique et impérialiste.

Sans ces leçons élémentaires, il serait impossible de reprendre le chemin qui fut hier emprunté par Lénine et ses compagnons, le chemin de la reconstitution de l'Internationale, du parti unique mondial. Sans ces leçons que le mouvement communiste avait déjà faites siennes hier, et qui sont encore plus impérieuses aujourd'hui, tout le courage, le dévouement et l'héroïsme dont le prolétariat est capable risqueraient d'être vains.

(*) Les citations de Lénine sont tirées de « La faillite de la II^e Internationale », Œuvres, t. 21.

Totaux 14.081,90 F
Total précédent 15.878,46 F
Total général 29.960,36 F

UN TEXTE DE LA GAUCHE DE DECEMBRE 1914

Pour le socialisme révolutionnaire et contre les dégénérescences

Le courant révolutionnaire du Parti Socialiste Italien, qui n'est peut-être pas majoritaire, comme semblent l'indiquer les estimations numériques données par les Congrès, doit se retrouver et montrer qu'il n'a pas « perdu la tête », en dépit des insinuations de ceux qui mettent à plaisir en évidence un cas individuel récent. A l'heure où tous les réformismes et les tendances démocratiques petites-bourgeoises veulent profiter des événements internationaux pour prendre, avec la complicité bruyante de certains de ceux qui ont déserté nos rangs, une revanche sur l'effort accompli ces dernières années par le socialisme italien pour se libérer des séquelles de doctrines fumeuses et d'intrigues mesquines, il est indispensable de défendre avec fermeté la doctrine et la tactique qui ont connu ces trois dernières années une diffusion triomphale dans la fraction la plus consciente du prolétariat italien.

En coordonnant leurs directives et en traçant un plan d'action politique sûr, les socialistes dignes de ce nom affronteront la propagande équivoque et empoisonnée qui se répand dans les masses, et refouleront les *interventionnistes*, ces pseudo-révolutionnaires de fraîche date, à la place qui leur revient : celle de châtreaux du socialisme, semblables à tous ceux que notre parti a abandonnés sur son chemin au cours des dernières batailles.

Demain, dans tous les Etats engagés dans le conflit, le duel entre le socialisme révolutionnaire et le réformisme démocratique reprendra, y compris là où aujourd'hui le prolétariat socialiste paraît s'être assoupi, et là où il semble avoir reconnu la valeur et la mission historique

L'article que nous reproduisons ci-dessous, publié pour la première fois dans le n° 30 du journal *Il Socialista*, organe de la section de Naples du Parti Socialiste Italien, le 17 décembre 1914, revendique la continuité entre le noyau communiste du PSI avant la guerre et les luttes successives menées contre la guerre en Italie (laquelle, on le sait, ne participa aux hostilités qu'en 1915), et souligne avec netteté l'exigence du combat pour la nouvelle Internationale.

Cet article montre clairement que le groupe dirigé par A. Bordiga, qui devait devenir le centre dirigeant du Parti Communiste d'Italie, était dès l'origine guidé par des principes marxistes : mise en évidence du caractère impérialiste de la guerre, critique de la « défense de la patrie » — avec les conséquences qui en découlent, c'est-à-dire la recherche de l'affaiblissement de son propre Etat dans la guerre — ; reconnaissance de la convergence objective du réformisme et du social-chauvinisme ; revendication de l'application intégrale du marxisme, et de la reconstitution de l'Internationale.

Le lecteur pourrait être étonné de l'appréciation que donne l'article des forces existant à l'époque dans le Parti Socialiste Italien : l'optimisme doit-il être mis en parallèle avec celui que les bolchéviks n'abandonnèrent pour l'Allemagne que lorsque fut découvert le vrai caractère du centrisme kautskien. En effet, bien vite, le développement des événements, l'impuissance toujours plus évidente d'un parti qui subissait, outre le poids de la tradition réformiste, le « maximalisme » creux d'une direction centriste, devaient poser le problème organisationnel de la création d'une fraction révolutionnaire capable de jeter les bases d'un Parti qui ne soit pas communiste en paroles seulement, mais aussi dans les faits.

L'expérience de la Gauche Italienne devait malheureusement demeurer en grande partie isolée en Occident. Elle est toutefois la preuve qu'il était possible d'aboutir à des conclusions stratégiques correctes, même si l'acquisition complète du bagage doctrinal et politique marxiste ne pouvait se passer de la formidable expérience révolutionnaire des bolchéviks et de Lénine.

d'institutions qu'il avait niées et combattues.

Et la victoire ne sera pas alors celle des faciles prophètes d'aujourd'hui, qui voient déjà notre doctrine ancêtre, notre tactique brisée par la lutte des classes, l'aspiration à l'internationale prolétarienne détruite ; ils décrivent un prolétariat converti aux nécessités bourgeoises, préoccupé par les réalités et les intérêts nationaux, devenu un allié docile du progrès et de l'extension de la démocratie, guéri de l'utopie de la révolution sociale, — un prolétariat qui se laissera facilement persuader de coopérer à l'avènement d'un monde entièrement démocratique et parlementaire, fondé sur les plébiscites et les suffrages universels, entièrement républicain et divisé en nationalités indépendantes... sans même se préoccuper de savoir si la mise en œuvre d'un tel programme laisse intactes les bases du régime capitaliste et de l'oppression économique... Les travailleurs de tous pays se batront demain, après l'épilogue de cette épouvantable tragédie, contre les falsificateurs qui se camouflent sous l'apparence d'une interprétation réaliste de l'histoire, qui n'est que la mythologie bour-

geoise destinée à aveugler le prolétariat pour mieux l'envoyer à l'abattoir et le maintenir dans la servitude. Mais nous, socialistes révolutionnaires, devons commencer à réagir dès à présent en Italie.

On ne peut aujourd'hui reconstituer l'Internationale — ou bien ce qu'on peut faire dans ce sens est peu. Mais on peut, à l'intérieur de l'Italie neutre, se battre contre les charlatans du socialisme guerrier, démocratique et nationaliste, et fusionner nos énergies en un noyau qui sache — avec plus ou moins de succès — passer demain l'épreuve du feu de cette guerre tant acclamée qui sera tout à la fois étatique, nationale, impérialiste, irrédentiste, monarchique, démocratique et républicaine, et qui commencera dans la fermentation chaotique de tous les mensonges bourgeois, propagés dans le paroxysme d'une excitation criminelle.

Nous devons nous préparer à une résistance désespérée : si ce ne peut être une résistance violente de l'ensemble du prolétariat, ce sera une puissante résistance idéologique — et ceux qui ne voient d'action révolutionnaire que là où il y a du vacarme, de la bagarre et du tu-

multe auraient bien tort d'en sourire.

Si tous les partis socialistes, même sans parvenir à conjurer la guerre, avaient réussi à ne pas se laisser contaminer — comme en Serbie! —, si Karl Liebknecht n'avait pas été seul au parlement allemand, eh bien les plus désinvoltes fossoyeurs du socialisme, les plus effrontés mystificateurs interventionnistes tiendraient un autre langage!

Nous devons nous préparer courageusement, sur les bases socialistes de notre opposition à la guerre, en fixant clairement les voies et les buts de notre propagande dans le prolétariat. Cette propagande doit se faire sans aucune concession, ni transaction. Elle doit nettement s'opposer aux idées bourgeoises, elle doit être exempte de toute faiblesse patriotique, de condescendance démocratique ou de sentimentalisme philistin. De nombreux camarades neutralistes font une propagande qui ne remplit pas ces dernières conditions : s'ils affirment la même opposition que nous à la guerre, ils la justifient par des raisons particulières, contingentes, ils rendent des hommages sentimentaux à de nombreuses affirmations et tendances adverses, tout en se limitant à une froide

allusion aux motivations socialistes de notre campagne. Tout ceci — nous ne nous attardons pas à le démontrer — prête le flanc à la critique et à la mauvaise foi de nos adversaires, et fait le jeu de ceux qui s'approprient l'étiquette de révolutionnaires tout en chantant des hymnes à la guerre. Il est nécessaire qu'aujourd'hui dans notre parti se dégage un courant qui soit le continuateur logique de celui qui a maintenu l'intransigeance la plus solide, pour coordonner les directives et l'action contre la guerre de la manière la plus résolue et la plus radicale.

Nous devons préciser notre pensée et aguerrir notre tactique, nous devons affronter les justifications de l'attitude de nos adversaires et en dissiper les équivoques. La discussion n'est pas inopportune, elle est au contraire indispensable. Dans cette bataille qui peut sembler purement polémique, nous travaillons pour demain.

Demain, en disposant d'enseignements nouveaux, dont beaucoup sont aujourd'hui à notre portée, le prolétariat fera sa grande révision du socialisme international.

Il ne sera pas inutile alors que le socialisme révolutionnaire italien apporte sa contribution et son expérience, après avoir mené la bataille contre les plus audacieuses suggestions de la bourgeoisie pour l'entraîner à la guerre. Quelle que soit l'issue d'une telle bataille — nous le répétons — il faut que celle-ci soit affrontée avec des buts précis.

Commençons par défendre notre doctrine contre les philistins. Orientons notre propagande contre la guerre sur la voie socialiste et révolutionnaire. Défendons nos idées fondamentales.

A qui sourit en voyant que nous nous contentons d'une bataille idéologique, la partie jeune, vitale, saine et intacte du socialisme italien répondra en faisant demain, contre toutes les provocations et les contraintes, et quel qu'en soit le risque, son devoir!

HISTOIRE DE LA GAUCHE

La suite du compte rendu du rapport de la dernière réunion générale sur l'Histoire de la Gauche paraîtra dans le n° 179 du « Prolétaire ».

Les vicissitudes de la « décolonisation » portugaise

(Suite de la page 1)

partir du déclenchement des guerres coloniales que se sont établis des rapports plus justes entre les colons et les Noirs, l'armée jouant souvent à cet égard un rôle d'arbitre. Il s'agit d'un phénomène complexe. Une question à étudier. La seule chose « curieuse » là dedans est de ne pas s'apercevoir que tous les officiers ont presque toujours eu un tel sentiment sur l'armée coloniale.

Rien d'étonnant qu'à côté de leur programme qui se résume dans la « fin de la guerre », ces capitaines aient un principe intangible : « l'unité des forces armées ». Et ils ont donné des gages qu'ils sont suffisamment fermes sur ce principe pour qu'on en conclue qu'ils se soumettront toujours volontairement aux officiers supérieurs, aux Spinoza et aux Costa Gomes qu'ils ont acceptés à leur tête « pour respecter la hiérarchie militaire », et à la junte tant que cette dernière va — même si aucun délai n'est fixé — sur le « chemin de la paix ». La bourgeoisie peut donc leur passer la main en confiant le gouvernement à un de leurs représentants, Gonçalves. Elle met ainsi la « flexibilité » des capitaines au service de « l'unité de l'armée »,

c'est-à-dire de l'impérialisme et de l'Etat portugais.

Il est toutefois indispensable de répéter que la « plus large marge de manœuvre » de l'Etat portugais est conditionnée par la « paix sociale » en métropole, où la situation n'est pas merveilleuse. L'inflation atteint le rythme annuel de 30 %, le déficit de la balance des paiements atteint pour le premier semestre 7 milliards d'escudos, alors que l'année 1973 s'était soldée par un excédent de 8 milliards. De nombreuses entreprises sont en difficulté et les licenciements se multiplient, ce qui fait courir des risques sociaux non négligeables, aggravés par les répercussions possibles de la situation dans les colonies. Or, cette paix sociale, personne n'est mieux placé que l'opportunisme ouvrier pour la faire respecter. « Nous voulons prouver au pays que nous sommes capables de le servir sans arrière-pensée », explique Alvaro Cunhal (*Le Monde* du 13-7). Et c'est un fait que le PCP ne ménage pas ses efforts. S'il est parvenu d'un côté à la « reconnaissance de la réalité » dans les colonies, c'est-à-dire à celle du « caractère irréversible » du processus qui mène à l'indépendance, sa solidarité avec l'impérialisme dans la guerre coloniale

est totale et on ne s'étonnera pas du fait que son journal *Avante* n'indique absolument rien sur la situation dans les colonies. D'un autre côté, les grévistes, et notamment dans les postes, ont été dénoncés par le PCP comme des instruments du fascisme, tandis que le gouvernement condamnait deux officiers coupables « d'avoir refusé d'intervenir contre les grévistes » (*Le Monde* du 13-7).

Pour le PCP, le principe de la collaboration des classes est appliqué jusque dans ses ultimes conséquences. Palma lance-t-il une campagne « anti-communiste », dirigée au fond contre l'agitation ouvrière ? Le PCP ne voit là qu'un « épisode ». Spinoza tente-t-il de confier le gouvernement à son « homme de confiance » Miguel, démissionnaire et accusé par le PCP d'entraver le processus de démocratisation ? Le PCP est prêt à participer à un tel gouvernement. Le Mouvement des Forces Armées change-t-il la situation à son profit ? Le PCP d'applaudir, affirmant que c'est une victoire de la démocratie et qu'il faut « davantage de militaires au gouvernement » pour « garantir l'application du programme du MFA », quitte à y perdre un ministre. Et à peine Cunhal rentre-t-il au gouvernement qu'il

lance un appel contre les impatients : « Les tâches du nouveau gouvernement sont extrêmement complexes. Il ne faut pas s'attendre ni exiger qu'elles puissent être réalisées à brève échéance » (*L'Humanité* du 19-7). Quel comportement méprisable que celui de ces laquais qui, à peine la bourgeoisie cesse-t-elle de les persécuter, restent figés dans la servilité la plus honteuse, même sous les insultes du maître ! Mais c'est au nom du principe sacré de « l'unité avec les forces armées » !

La ferme attitude de l'opportunisme dans la collaboration à tout prix, la rigidité du principe de « l'unité de l'armée », tels sont les conditions de la « flexibilité » de la bourgeoisie portugaise. Et Spinoza, même s'il est obligé de « parler avec les capitaines » — mais il suffit de les nommer généraux comme Carvalho! — même s'il n'a que mépris pour les larbins opportunistes — mais il suffit de les baptiser ministres —, peut avoir, pour l'instant, le dernier mot, le mot d'ordre de tous les bourgeois de tous les temps : « discipline sociale, discipline civique » !

Et si le prolétariat se remettait, un beau jour, à avoir la force de ne plus le respecter ?

PRESSE INTERNATIONALE

E' uscito il nr. 14 (13 luglio 1974) del nostro quindicinale in lingua italiana

IL PROGRAMMA COMUNISTA

- di cui diamo il sommario :
- Crisi e Rivoluzione
 - Il neofascismo, problema ricorrente nel secondo dopoguerra
 - Ribadimento ufficiale della collaborazione di classe sindacale
 - Prospettive immediatistiche dello spontaneismo camuffato
 - Il problema della direzione (Trotsky, 1940)
 - Riposta di classe all'attacco padronale
 - Corso del imperialismo mondiale
 - Cuba, o il socialismo in una sola isola
 - Le esigenze del capitale parlano anche in spagnolo

COLLECTIONS RELIÉES DU « PROLETAIRE »

Le volume 3, rassemblant les n° 118 à 163 (années 1972 à 1973), est disponible.

Prix : 30 F. (ajouter 5 F pour frais d'envoi)
Commandes au « Prolétaire ».

Flashes sur la situation italienne

Nouveauté remarquable et pleine de promesses : pendant les dernières grèves régionales de quatre heures lancées en Italie par les trois confédérations syndicales (CGIL, CISL, et UIL) une vive réaction s'est manifestée, de la part d'éléments de la base, contre la volonté avouée des directions syndicales de ne pas riposter sérieusement à l'offensive patronale qui continue de faire rage, atteignant récemment un niveau particulièrement intense avec les décrets Ru-

mor-De Martino. Ces décrets prévoient l'augmentation des taxes en vigueur et l'introduction de taxes nouvelles sur les biens de consommation et les services publics qui concernent directement les travailleurs (combustibles, moyens de transports privés et publics, prix de l'électricité, du gaz, de l'eau, impôts sur logements, etc...); tout ceci allant de pair avec une hausse du coût de la vie qui a atteint ces derniers mois un rythme intolérable.

jouissante à la rentrée de voir l'inflation toujours plus galopante, les prix toujours plus élevés, un accroissement vraisemblable du chômage, etc...) un ensemble de directives et d'initiatives qui, partant des besoins immédiats de la classe ouvrière, parvient à soustraire à l'influence de l'opportunisme au moins les éléments les plus combattifs, en les rendant plus réceptifs à une orientation révolutionnaire.

.

Une telle orientation révolutionnaire ne pourra certainement pas être donnée aux avant-gardes ouvrières, et encore moins aux masses, par la nouvelle formation politique qu'est la combinaison « Manifesto » — PdUP (un regroupement qui non seulement ne veut pas être un parti, mais nie avec des degrés divers d'insolence la « conception léniniste dépassée » du rôle du parti en général). Le groupe du « Manifesto » est une prétendue fraction « de gauche » qui s'est scindée du parti stalinien après avoir fait un peu de contestation « autogestionnaire » genre PSU. Ses théoriciens (en premier lieu Lucio Magri) sont « gramscistes » à part entière et anti-léninistes de profession.

Le regroupement Manifesto — PdUP

Quant au PdUP, il gagne à ce qu'on n'en parle pas trop : fraction d'une fraction du vieux PSIUP (issu lui-même de la gauche du PSI et qui s'est misérablement éparpillé) qui vit dans l'espérance permanente de constituer un centre-gauche moins au centre et plus à gauche, il consacre une bonne part de ses faibles énergies (comme le « Manifesto », mais de façon encore plus accentuée) à ironiser sur les « groupuscules » extraparlamentaires (« lui » qui a des députés au Parlement...).

L'accord entre le Manifesto et le PdUP est loin d'être unanime et

universel, mais cela n'empêche nullement la fusion (qu'à cela ne tienne, une caricature de luxembourgeoisisme pourra toujours « expliquer » que l'élément décisif n'est jamais le Comité Central, etc...).

De même, les groupes **Avanguardia Operaia** (gros ramassis idéologique de trotskystes, maoïstes, éléments de la « gauche syndicale », « réformistes révolutionnaires... ») et **Lotta Continua** (spontanéiste, avec une veine maoïste et des nostalgies stalinienne — groupe considérable de confusionnisme), ne sont parfaitement d'accord ni entre eux, ni avec le Manifesto-PdUP, ni même

me au sein de leurs propres rangs ; cela n'empêche pas **Avanguardia Operaia** d'envisager des regroupements allant bien au-delà du front unique dans la lutte, et même de parler de l'existence dans la bienheureuse Italie d'un parti révolutionnaire « presque prêt » dont il suffit d'assembler les trois composants essentiels en les lubrifiant comme il faut pour atténuer les frictions. Ce qui de la part de **Avanguardia Operaia**, qui donne volontiers des leçons de léninisme et prétend ridiculiser le spontanéisme des autres groupes, est assez curieux pour ne pas dire plus.

Répression démocratique

Des improvisations tragi-comiques de soi-disant « directions » à l'enseigne du suivisme et du confusionnisme (et, dans le cas du Manifesto-PdUP, d'une sauce de maximalisme, d'extrémisme infantile, de « socialisme éthique et esthétique », et de réformisme de seconde main épicée à l'anti-léninisme), on passe à la note sérieuse et même sinistre, avec la nouvelle de la condamnation à 12 ans de réclusion de l'anarchiste Giovanni Marini, de Salerne, accusé d'avoir tué un nervi fasciste qui l'avait agressé. C'est une démonstration typique de justice démocratique, c'est-à-dire de classe, c'est-à-dire bourgeoise, un exemple de la stratégie des prétendus « extrémismes opposés » par laquelle les bourgeois et leurs laquais veulent terroriser préventivement la classe ouvrière et la désarmer ; pour cela ils n'hésitent pas à recourir même à des matraques fascistes dont la fonction est aujourd'hui marginale, mais qui pourront demain servir à une « restructuration fasciste », quand la restructuration « démocratique » menée en collaboration avec les opportunistes se révélera insuffisante.

En frappant ainsi durement Marini, on veut décourager le prolétariat de répondre aux provoca-

tions et aux répressions, d'où qu'elles viennent, avec ses propres forces, avec ses moyens, avec ses objectifs. On veut ainsi préparer, comme « issue à la crise », une situation dans laquelle toute défense économique des conditions de vie, même immédiatement physique, du prolétariat, pourra être réprimée comme « anticonstitutionnelle » ; les opportunistes pourront alors répéter comme d'habitude : « soyez bons, soyez des Saints, même la lâcheté est parfois héroïque ; ne répondez pas aux injures, tendez l'autre joue... sinon vous vous élèverez contre l'Etat démocratique qui est par définition inviolable et invincible, et que vous, ouvriers, devez même défendre »...

Se battre contre le chantage démocratique, qui favorise aujourd'hui les petits fascistes dilettantes et demain préparera le lit aux opérations fascistes d'une toute autre portée ; réintroduire dans les avant-gardes ouvrières la perspective de l'autodéfense, des milices prolétaires : c'est dans ce sens que les révolutionnaires doivent travailler, du moins ceux qui sont révolutionnaires autrement qu'en paroles, et qui ne sont pas des réformistes camouflés en blousons de maquillards.

Syndicats et base ouvrière

La politique syndicale, qui reflète en substance celle des social-démocrates et stalinien, est de tendre à réaliser un accord avec les forces de l'Etat et du patronat pour « surmonter la crise », au moyen de nouveaux investissements, de dépenses publiques, d'une relance de l'agriculture, en un mot : « un nouveau modèle de développement » auquel l'opportunisme contribuerait, en garantissant en échange la soumission de la classe ouvrière, qui renoncera jusqu'à ses plus élémentaires revendications (salaires et autres) et accepterait de supporter le poids de la crise actuelle. En bref, les syndicats et les partis opportunistes entendent « gérer », ou mieux « cogérer » la restructuration invoquée par la bourgeoisie, dont une fraction importante voit cette solution d'un œil favorable, car elle réduirait précisément au minimum les frictions et heurts provoqués par une « restructuration » manifestement anti-ouvrière.

Dans ces dernières grèves, que les centrales syndicales ont lancées à contre-cœur — et, là où cela était possible, sabotées et avortées — la réaction de la classe ouvrière a cependant été parfois extrêmement vive, et il est même arrivé que les voix des gauches extraparlamentaires ne restent pas isolées ; les représentants des divers syndicats, depuis les soi-disant « gauches » du genre CFDT jusqu'aux stalinien classiques style Séguy (Luciano Lama),

ont été sifflés, hués, tandis qu'on entendait partout crier le slogan de « grève générale nationale », relié clairement au refus du décret Rumor-De Martino et aussi — dans des franges notables, non seulement des groupes extraparlamentaires, mais aussi d'ouvriers d'usine — aux mots d'ordre d'augmentation générale des salaires, de réduction de l'horaire de travail, de lutte contre toute forme de « restructuration ». Cela a certainement été une désagréable surprise pour les dirigeants syndicaux de voir venir dans les assemblées ouvrières des éléments, pas très nombreux, mais animés d'un état d'esprit inattendu : décidés, en colère, prêts — comme cela est arrivé dans certains cas — à prolonger la grève toute la journée. Pour éviter d'être écrasés sous les protestations ouvrières, puis d'être débordés dans leurs négociations de couloirs, certains dirigeants syndicaux ont ostensiblement accepté « la proposition » faite avec ces méthodes « démocratiques, quoique un peu infantiles », comme disent les opportunistes. Quoiqu'il en soit, le problème est évidemment d'indiquer aux actions générales futures des objectifs précis et spécifiques — à l'opposé des fumisteries réformistes des syndicats —, et de se battre pour donner aux luttes, depuis les plus limitées jusqu'aux plus amples (qui seront certainement stimulées par l'aggravation de la situation économique et la perspective peu ré-

Dans les bagnes de l'United Fruit

(suite de la page 2)

tout) de la compagnie, qui possède toute la région d'Izabal, l'unique port (Puerto Barrios) et l'unique voie ferrée qui relie la ville de Guatemala aux plantations de bananes et au port, le gouvernement en exercice fut aussitôt renversé par le rituel « golpe » (coup d'Etat).

Sur les terres de l'United Fruit existent de véritables villages isolés du reste du monde, où habitent les familles des ouvriers ; les salaires sont un peu plus élevés que dans les plantations de café et de coton ; ils atteignent avec les primes de rendement un maximum de 3 dollars (14,50 F) par jour. Mais le travail, de 12 h par jour,

est si massacrant, surtout dans la stérilisation et l'emballage des bananes, qu'un ouvrier ne peut résister plus d'une semaine sans être contraint de cesser le travail ; ainsi le salaire moyen décroît encore. Le travail s'effectue à un rythme toujours plus frénétique : dans les dernières années, l'installation de transporteurs électriques pour les régimes de bananes sur tout le territoire de la compagnie a multiplié la production au moins par 15. Inutile de dire que dans ce pays soumis à une véritable domination coloniale, le capital n'a même pas à se préoccuper de jeter quelques miettes de plus au prolétariat affamé. La grande com-

pagnie nord-américaine dispose sur le territoire de sa propriété d'une véritable armée industrielle de réserve si nombreuse qu'elle peut tranquillement comprimer les salaires. Sur ses terres incultes elle laisse vivre dans des huttes des Indiens qui n'attendent que d'être appelés au travail ; mais d'autres masses s'agglutinent à l'extérieur de ces territoires avec l'espoir d'un emploi. Comme dans toutes les autres parties du monde, le « développement » et le « progrès » sont basés sur l'exploitation la plus honnête et sur l'augmentation continue de l'armée industrielle de réserve, dans laquelle on peut puiser de la force de travail quand il en faut, et dans laquelle on peut la rejeter dès qu'elle n'est plus nécessaire à la production.

Mais le marché nord-américain a aussi besoin de viande : pour cela on « libère » d'autres zones pour les consacrer à l'élevage du bétail. Des milliers de paysans expulsés de leurs terres viennent gonfler la périphérie de Ciudad-Guatemala (les *barrios*), ce qui n'est certes pas différent de tant d'autres capitales latino-américaines, toutes caractérisées par la même désespérante misère. Ici arrivent aussi ceux qui viennent « spontanément » en ville à la recherche d'un travail. Ce sont les exclus de la production qui vont grossir la masse des marginaux et des « inadaptés » à tout travail, même dans les formes les moins avancées de la production.

Pour compléter le cadre, un climat de terrorisme politique sévit dans tout le pays, où les groupes paramilitaires, la police et l'armée ont toute liberté pour opérer des séquestrations de personnes, des tortures, des assassinats sans trop de bruit et sans aucune publicité.

La terreur est pleinement institutionnalisée ; il existe des cimetières clandestins et l'on peut finir aux travaux forcés. Cette impitoyable dictature du capital est dirigée, pour l'instant, principalement contre les étudiants et la petite bourgeoisie prolétarisée qui végète au niveau de simple survivance dans les *barrios* (même si quelques-uns des ouvriers les plus conscients tombent sous les coups de la terreur en cherchant à organiser leurs compagnons de misère dans les rares industries manufacturières), mais sa signification et son but principal est d'empêcher que le prolétariat guatémaltèque ne cherche ou même seulement ne pense à sortir de sa condition d'abrutissement et d'esclavage, en abattant du même coup un « paradis » qui porte, à l'évidence, les stigmates de l'impitoyable mode de production capitaliste. Cette situation ne connaît qu'une seule issue, qui apparaît d'autant plus clairement que le pays est plus petit, et que la quasi totalité des habitants est soumise désarmée à la surexploitation de l'un des plus gros monstres impérialistes. L'issue est l'indispensable soudure entre les mouvements paysans et semi-prolétaires de la « périphérie » de l'exploitation capitaliste (qui se sont déjà vigoureusement manifestés plusieurs fois) et les mouvements, malheureusement trop lents à se produire jusqu'à présent, des prolétaires des métropoles impérialistes ; c'est seulement la jonction de toutes ces forces qui arrivera à détruire en une unique marée révolutionnaire l'infâme mode de production dans lequel nous vivons, et à poser les bases d'une vie et d'une société — comme disent les philosophes — « à mesure d'homme ».

PERMANENCES DU PARTI

- A Paris : 20, rue Jean-Bouton (12^e) - Métro Gare de Lyon - Escalier métallique au fond de la cour à gauche. Le samedi, de 15 h à 19 h, et le dimanche, de 10 h à 12 h.
- A Marseille : le samedi, de 14 h 30 à 17 h 30, 7, cours d'Estienne-d'Orves (4^e étage).
- A Lille : le dimanche de 10 à 12 h, 82, rue du Marché (quartier Wazemmes) - Rez-de-chaussée dans le hall d'entrée.

PARTY LITERATURE IN ENGLISH

THE FUNDAMENTALS OF REVOLUTIONARY COMMUNISM

- Contents :
- Introduction.
 - The party and the class State, as the essential forms of the communist revolution.
 - The proletariat's economic organizations are nothing but pale substitutes of the revolutionary party.
 - The petty bourgeois deformation of the characteristics of the communist society in the « trade unionist » and the « enterprise socialist » conceptions.
 - A few conclusive remarks.
- Price : 4 Fr., 40 p. or \$ 1.00
Orders : Le Proletaire, 20, rue Jean Bouton, 75012 Paris - France.

directeur - gérant
F. GAMBINI

Imprimerie « E.P. »
232, r. de Charenton, Paris-12^e
distribué par les NMPP

PUBLICATIONS INTERNATIONALES DU PARTI

EN ESPAGNOL

- Los fundamentos del comunismo revolucionario 4,00 F
- Fuerza y violencia dictadura en la lucha de clase 4,00 F
- Partido y clase 8,00 F

EN PORTUGAIS

- Teses características do partido : bases de adesao ... 3,00 F
- Lições das contra-revoluções 3,00 F

EN ALLEMAND

- Die Frage der revolutionären Partei 4,00 F
- Revolution und Konterrevolution in Russland 6,00 F
- Der Kampf gegen den alten und den heutigen Revisionismus 6,00 F

EN ANGLAIS

- The Fundamentals of Revolutionary Communism 4,00 F

COMMANDES AU « PROLETAIRE »